

KHI-DEUX

Bulletin trimestriel de l'activité statistique au Mali

2018 n° 21

Edition du 20 Juillet 2018

Institut National de la Statistique (INSTAT)

SOMMAIRE

- EDITORIAL
- DOSSIER DU TRIMESTRE
- ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL :
 - ◇ INSTAT
 - ◇ DRPSIAP
 - ◇ CPS
 - ◇ Observatoires
- LES UTILISATEURS ET NOUS

KHI-DEUX

Bulletin trimestriel de l'activité statistique au Mali

2018 n° 21

Page 2

Institut National de la Statistique (INSTAT)

EDITORIAL

**Améliorer
les
Résultats
du
dévelop-
pement
est
notre
passion**

L'INSTAT a le plaisir de mettre à votre disposition le numéro 21 du « **KHI-DEUX** » qui entend donner, dans un format assez concentré, des informations sur les activités majeures réalisées par le Système Statistique National (SSN) au cours du deuxième trimestre 2018.

A cette fonction de diffusion des activités du Système Statistique National (SSN), nous avons choisi d'ajouter comme d'habitude deux rubriques plus spécifiques.

La première intitulée « **Dossier du trimestre** » se propose d'attirer l'attention sur une problématique économique, sociale ou culturelle ressortie des travaux réalisés par le SSN afin de contribuer à l'amélioration des résultats des politiques publiques.

Ce numéro traite du thème « Modernisation du secteur agricole au Mali à travers l'élaboration d'une

base de données pour l'enregistrement des exploitations et entreprises agricoles au profit de l'APCAM ».

La seconde rubrique, intitulée « **Les utilisateurs et nous** », permet de partager les points saillants de



Harouna KONE
Directeur Général de l'INSTAT

l'interview accordée par un utilisateur de données statistiques, occasion de recueillir son regard critique sur la production, la diffusion et l'utilisation des données statistiques et aider le SSN à mieux répondre aux besoins des utilisateurs.

Ce numéro vous présente la synthèse de l'interview que nous a

accordée Monsieur Abdoulaye Keïta, chef du Département Information, Structuration, Promotion et Modernisation de l'Agriculture à l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM) que nous remercions.

Le deuxième trimestre de l'année 2018 a été caractérisé essentiellement par l'organisation d'un atelier par la Direction Nationale de la Promotion de l'Enfant et de la Famille (DNPEF) du 06 au 12 Mai 2018 à Koulikoro pour la finalisation et la validation du cadre conceptuel de la mise en place d'un système d'information sur la protection de l'Enfant (SIPRE).

Chers lecteurs, l'INSTAT compte sur vos critiques et suggestions pour améliorer les futurs numéros.

DOSSIER DU TRIMESTRE

Modernisation du secteur agricole au Mali : Elaboration d'une base de données pour l'enregistrement des exploitations et entreprises agricoles au profit de l'APCAM

Dans leur volonté de disposer de statistiques fiables, crédibles et mises à jour, pour une prise de décision éclairée, les responsables de l'APCAM ont sollicité de l'INSTAT la réalisation d'une base de données permettant l'enregistrement de toutes les exploitations agricoles familiales et des entreprises agricoles au Mali.

Dans le cadre de l'exécution d'une convention de partenariat avec l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM), l'Institut National de la Statistique (INSTAT) a entamé un processus de mise en place d'une base de données pour l'enregistrement des Exploitations Agricoles Familiales (EAF) et des Entreprises Agricoles (EA) du Mali.

L'APCAM est un organe consultatif, représentatif des sous-secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche/pisciculture et de l'exploitation forestière. Elle joue un rôle d'interface entre les pouvoirs publics, les partenaires et les acteurs socioprofessionnels.

Dans leur volonté de disposer de statistiques fiables, crédibles et mises à jour, pour une prise de décision éclairée, ses responsables ont sollicité de l'INSTAT la réalisation d'une base de données permettant l'enregistrement de toutes les exploitations agricoles familiales et des entreprises agricoles au Mali.

L'initiative s'inscrit en droite ligne de la politique agricole malienne, chère aux autorités du pays. Les autorités nationales sont à pied d'œuvre pour « la prise en compte de la diversification de la production agricole, la poursuite de la mécanisation de l'agriculture, basée sur une typologie des organisations agricoles, sur la base de l'immatriculation des organisations agricoles, sont à mon sens, des mesures appropriées à envisager pour atteindre nos objectifs », selon des propos du Président de la République, Ibrahim Boubacar KEITA.

Ces objectifs sont ceux de la modernisation du système agricole malien.

La relation de partenariat INSTAT/APCAM a l'effet de conjuguer les efforts afin de :

- développer une base de données pour permettre d'attribuer à chaque EAF et EA un Numéro

d'Identification National (NINA) ;

- déployer la base dans les Chambres Régionales d'Agriculture ;
- former les agents de saisie des données et de gestion des bases de données au niveau des Chambres Régionales et de l'APCAM ;
- apporter un appui à la saisie des données contenues dans les formulaires dans la base de données par les agents des Chambres Régionales d'Agriculture (CRA) ;
- assurer la maintenance des bases données régionales et nationale.

Nonobstant ce qui précède, les deux parties s'engagent à mener toute autre action visant à contribuer à l'amélioration du processus d'enregistrement des EAF et EA au Mali.

ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

Institut National de la Statistique (INSTAT)

Au titre des **missions à l'extérieur**, l'INSTAT a participé :

- du 02 au 06 Avril 2018 à Ouagadougou (Burkina Faso) à l'atelier régional sur le suivi de la sécurité alimentaire (ODD, cible 2.1. éliminer la faim);
- du 05 au 20 Avril 2018 à Paris (France) à la recherche dans le cadre du projet européen DEMOSTAF (DEMOGRAPHY STATISTICS FOR AFRICA);
- du 11 au 13 Avril 2018 à Lomé (Togo) à l'atelier de mise à niveau sur les outils du PCI-Afrique 2017;
- du 16 au 20 Avril 2018 à Lomé (Togo) à l'atelier sur l'état d'avancement du dispositif et des outils de traitement de l'IHPC;
- du 22 au 27 Avril 2018 à Abidjan (Côte d'Ivoire) au séminaire-atelier de renforcement des capacités pour l'élaboration et le suivi évaluation des stratégies nationales de développement de la statistique (SNDS);
- du 28 Avril au 09 Mai 2018 à Marrakech (Maroc) à l'atelier de formation sur la stratégie de négociation et de préparation des projets à financer par les bailleurs (Banque Mondiale, BAD et PNUD);
- du 29 Avril au 12 Mai 2018 à Conakry (Guinée) à la formation de mise à niveau sur la version SQL d'Eurotrace en vue d'assurer la migration de la base nationale;
- du 02 au 11 Mai 2018 à Tunis (Tunisie) au séminaire de formation sur les procédures de passation, de contrôle et d'exécution des marchés publics;
- du 02 au 03 Mai 2018 à Ankara (Turquie) à la septième session de la commission statistique de l'OCI (OIC-Stat COM);
- du 02 au 04 Mai 2018 à Ouagadougou (Burkina Faso) à l'atelier de mise en place d'une infrastructure régionale de données géo-spatiales de l'UEMOA;
- du 04 au 16 Mai 2018 à Tunis (Tunisie) à la formation sur l'installation et la configuration de Windows server 2012 R2;
- du 06 au 12 Mai 2018 à Douala (Cameroun) à l'atelier régional d'évaluation de la mise en œuvre des activités des statistiques d'entreprise dans les Etats membres d'AFRISTAT;
- du 13 au 15 Mai 2018 à Dakar (Sénégal) aux travaux de traitement de données de l'enquête sur les entreprises ;
- du 13 au 19 Mai 2018 à Dakar (Sénégal) au séminaire du premier semestre 2018 sur la Conjoncture économique et la prévision à court terme dans les Etats membres de l'UEMOA, en Guinée et en Mauritanie;
- du 14 au 20 Mai 2018 à Accra (Ghana) à la 5ème réunion consultative pour le développement de l'Union afri-

caine Plateforme WEB éducation, science, technologie et innovation(ESTI);

- du 22 au 13 Mai 2018 à Dakar (Sénégal) à l'atelier de formation sur la conception, la Gestion et le suivi évaluation des projets ;
- du 03 au 10 Juin 2018 à Ouagadougou (Burkina Faso) à la réunion du comité des Experts statutaires ;



Atelier de Formation au CFT de Tunis - Remise de diplôme

- du 03 au 10 Juin 2018 à Rome (Italie), à l'atelier sur la mesure des conditions de vie-enquêtes intégrées sur l'Agriculture (LSMS-ISA);
- du 05 au 09 Juin 2018 à Dakar (Sénégal) à l'atelier régional de lancement de l'enquête permanente sur les statistiques du commerce international des services dans les Etats membres de l'UEMOA;
- du 23 Juin au 03 Juillet 2018 à Praia (Cap Vert) au voyage d'étude dans le cadre du partage d'expérience en traitement et analyse des statistiques des faits d'état civil;

La Gestion Axée sur les Résultats (GAR) est l'instrument sur lequel s'appuient l'Institut National de la Statistique et ses démembrés en vue d'atteindre les objectifs du Système Statistique National du Mali tout en améliorant les performances individuelles des agents et les capacités d'intervention des structures.



Photo de groupe (Voyage d'études sur la diffusion à l'INS du Niger à Niamey)



ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

La Gestion Axée sur les Résultats (GAR) est l'instrument sur lequel s'appuient l'Institut National de la Statistique et ses démembrés en vue d'atteindre les objectifs du Système Statistique National du Mali tout en améliorant les performances individuelles des agents et les capacités d'interventions des structures.



Voyage d'études sur la diffusion à l'INS du Niger à Niamey -

- du 25 Juin au 1er Juillet 2018 à Abuja (Nigeria) à l'atelier régional sur la mise en œuvre de la plateforme commune de la CEDEAO pour la compilation des statistiques des comptes nationaux basées sur le système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008);
- Du 30 Juin au 11 Juillet 2018 à Paris (France) au séminaire « statistiques agricoles et de l'environnement liées aux objectifs du développement durable dans les Etats d'Afrique subsaharienne, dans la région du Maghreb et en Haïti ».

A l'intérieur du pays, l'INSTAT a effectué les missions suivantes:

- du 30 Avril au 03 Mai 2018 à Bamako: prise de contact avec les acteurs du secteur agricole dans le cadre du processus de mise en place de l'Indice Mensuel des Prix à la Production Agricole (IMPPA);
- du 06 au 12 Mai 2018 à Koulikoro: participation à l'atelier de finalisation et de validation d'un cadre conceptuel pour la mise en place d'un Système d'Information sur la Protection de l'Enfant (SIPRE) et le fonctionnement, organisé par la DNPEF;
- du 07 au 11 Mai 2018 à Ségou : Participation à l'atelier de formation sur le programme de coopération Mali/Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP);
- du 23 au 28 juin 2018 à Kayes, Koulikoro, Sikasso, Mopti et dans le Dis-

trict de Bamako : supervision des travaux de collecte des données de l'enquête pilote avec la notion de citoyen collecteur de données;

- Du 23 au 28 juin 2018 à Sikasso: Supervision Nationale de l'enquête modulaire et permanente (EMOP) édition 2018/2019 pour le passage 1;
- du 24 au 30 juin 2018 à Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Mopti: Participation à la mission de visite de terrain du Comité de Pilotage du Programme de Coopération Mali/UNICEF.

L'INSTAT a produit les publications suivantes courant 2ème trimestre 2018:

- Bulletin IMC (Indice des Matériaux de Construction) des mois de Mars, Avril et Mai 2018 ;
- Bulletin IHPC (Indice Harmonisé des Prix à la Consommation) des mois de Mars, Avril et Mai 2018 ;
- Bulletin des statistiques du commerce extérieur 3ème et 4ème trimestres 2017 ;
- Annuaire statistique 2016.

Les Directions Régionales de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population (DRPSIAP)

Les missions essentielles assignées aux DRPSIAP sont :

- collecter, centraliser et

traiter les documents et l'information relatives à la planification du développement au niveau de chaque région ;

- mettre à la disposition des organismes publics et des privés les informations statistiques et des services informatiques.
- définir la stratégie et coordonner l'élaboration des politiques de la Région et du District de Bamako, en liaison avec les autorités compétentes, en matière de planification du développement, d'aménagement du territoire et de la population ;
- suivre et évaluer les plans, programmes et projets de la Région et du District de Bamako;
- assurer la promotion, au niveau régional, de la Politique Nationale de la Population (PNP) ;
- appuyer les collectivités territoriales de la région à l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation de leurs schémas d'aménagement ;
- collecter, centraliser, interpréter, traiter et diffuser l'information statistique sur les prix et les revenus des ménages au niveau de la région ;
- participer et coordonner toutes enquêtes dans les domaines de l'industrie, du commerce et des services ;
- veiller à l'application du Schéma Directeur National de l'informatique au niveau régional.

1. DRPSIAP de Ségou

Au titre des Rencontres,
Les rencontres ont concerné les revues SDS, CREDD, la formation professionnelle, le Comité Régional de veille sur les produits de première nécessité.

ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

Au titre du MOUVEMENT DU PERSONNEL:

Un agent de la catégorie B a été affecté à la Direction Nationale du Contrôle Financier (DNCF). Un agent de saisie est en abandon de poste depuis plus d'un an.

Au titre des PUBLICATIONS REALISEES :

La DRPSIAP a réalisé l'Annuaire Statistique 2015 en juin 2018. Il est accessible sur le Site Web www.drpsiapsegou.net et disponible en copie dure.

2. DRPSIAP de Sikasso

Au titre des Rencontres

La DRPSIAP a participé à Bamako à la revue du SDS qui avait pour objet :

- de faire le point de l'état d'exécution des recommandations de la revue 2017 ;
- de faire le bilan des activités réalisées en 2017 ;
- d'élaborer les programmes d'activités 2018 et 2019 et le programme indicatif d'activités 2020-2021.

Financée par l'INSTAT, la revue a vu la participation des représentants des services centraux du SSN, des DRPSIAP, de la société civile, du secteur privé et des PTF. La DRPSIAP a participé à Sikasso à l'atelier de formation sur la budgétisation en mode programme. Financé par le Budget National, l'objectif de cet atelier est d'assurer l'appropriation du Budget-Programmes au Mali à travers le renforcement des capacités des cadres et agents de l'administration déconcentrée. Les Participants sont venus des régions de Sikasso, Tombouctou, Gao, Kidal, Taoudéni et Ménaka.

La DRPSIAP a participé aussi à Sikasso à l'atelier de partage et d'échanges sur le programme d'Appui au Développement Économique Régional (ADER) de Sikasso dont l'objectif est de partager les acquis et les avancées engrangés par le Conseil Régional de Sikasso

dans la mise en œuvre du programme ADER à la lumière des expériences des autres Conseils Régionaux.

Etaient présents à cet atelier financé par le Budget du Conseil Régional, les représentants des services techniques du Ministères des Collectivités Territoriales, de l'Administration (Gouvernorat de la Région de Sikasso) ; des Collectivités Territoriales (Conseils Régionaux) ; des services techniques régionaux ; des Commissions de Travail ; des producteurs de la Société civile ; du Secteur privé ; des Partenaires Techniques et Financiers.

Elle a également participé à Bamako à l'atelier de validation du rapport de l'étude sur l'introduction de mesures incitatives à la performance des collectivités territoriales à travers l'octroi de dotations conditionnelles.

Financé par la Direction Générale des Collectivités Territoriales (DGCT) cet atelier avait pour objectif d'encourager les CT à utiliser de bonnes pratiques en matière de gouvernance locale et de maîtrise d'ouvrage à travers la mise en place de financements liés en partie aux performances des collectivités territoriales (CT).

L'atelier a enregistré la participation des représentants des CT, des services techniques déconcentrés et agences régionales, des directions et structures au niveau national, des PTF.

La DRPSIAP a participé enfin à Sikasso à l'atelier de concertation sur les échanges du rendement avec les indicateurs intégrant le Développement Économique Régional

(DER), le Développement Économique Local (DEL) inclusif et la politique d'aide internationale féministe du Gouvernement du Canada et les mécanismes de collecte de données du Conseil Régional.

L'objectif de cet atelier financé par les Partenaires Municipaux pour l'Innovation en Développement Économique Local (PMI-DEL) est de valider les indicateurs de collecte de données. Il a enregistré la participation des représentants des Collectivités Territoriales, des services techniques régionaux, les Plateformes DEL.

Au titre des MISSIONS/ APPUIS TECHNIQUES, la DRPSIAP de Sikasso a participé à la mission d'évaluation des Schémas Directeurs d'Urbanisme des villes de Loulouni et de Koutiala en partenariat avec l'Etat. Cette mission de 2 semaines (2 au 17 mai 2018) avait pour objet d'évaluer les Schémas Directeurs d'urbanisme.

Elle a aussi participé à la présentation des Plans de Travail Roulants (PTR) 2018-2019 dans le but de partager avec tous les partenaires stratégiques et les partenaires de mise en œuvre des priorités et les interventions pour 2018-2019, conformément aux standards de l'UNICEF pour le pays et particulièrement pour la région de Sikasso. En partenariat avec l'UNICEF, la présentation a duré deux (2) jours.

Autres Faits importants

Sikasso a enregistré le passage de la Caravane de Communication pour le Changement Social et de Comportement du Mali en faveur de la SR/PF (Santé de la Reproduction / Planification Familiale), de l'autonomisation des filles et des femmes.



Visite de prise de contact du nouveau Gouverneur à la DRPSIAP de Mopti, le Général Sidi Alhassane TOURE

Une bonne planification régionale et locale exige toujours l'utilisation des statistiques fiables et à jour.



Quelques agents de la DRPSIAP de Mopti

ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

L'objectif général de la caravane est de sensibiliser les populations locales sur la SR/PF, de l'autonomisation des filles et des femmes. Elle a été financée par le PROJET SWEDD.

La DRPSIAP de Sikasso a assisté aussi le 14 mai 2018 au lancement de la Zone Économique Spéciale. L'objectif de cette zone est de créer des opportunités d'investissements et un environnement juridique et commercial favorable notamment dans les domaines de l'agro-business, des technologies de l'information et de la communication, de la culture, du tourisme, des services médicaux, des industries manufacturières et des services financiers.

Placé sous la haute présidence des Premiers Ministres du Burkina Faso, de la Côte-d'Ivoire et du Mali, l'événement a enregistré la participation des Ministres des pays concernés, les Présidents de l'Assemblée Nationale et du haut Conseil des Collectivités Territoriales, le Commissaire de l'UEMOA, les représentants de l'État dans la région, les services techniques centraux et régionaux, le secteur privé.

La DRPSIAP a rencontré une équipe de la Banque Ouest Africaine de Développement. La rencontre avait pour objet de collecter des données socioéconomiques de la région dans le cadre du projet de construction d'un pont, d'un échangeur et de 10 km de voirie urbaine dans la ville de Sikasso.

Elle a participé enfin à la 5ème édition du salon de financement de l'agriculture (FINAGRI) qui a regroupé les porteurs de projets et les représentants de certaines banques en vue du financement des projets agricoles.

3. DRPSIAP de Tombouctou

Au titre des opérations spéciales, la DRPSIAP a procédé à la collecte de données auprès des structures techniques et administratives de la région de Tombouctou pour la production et la publication de l'annuaire statistique 2017.

Elle a également procédé à la collecte de données complémentaires pour la finalisation du rapport régional de mise en œuvre du CREDD dans la région de Tombouctou.

Au titre des rencontres, la DRPSIAP a participé à la rencontre de la Commission d'identification des victimes et d'évaluation des dégâts du sinistre du marché Yoboutao. L'objectif était d'évaluer les dégâts et la prévention des risques et catastrophes des marchés de la ville. Cette rencontre de Tombouctou financée par le Gouvernorat, a enregistré la participation de l'administration, des services techniques chargés de la gestion des marchés, de la gendarmerie, de la police, de la protection civile, de la délégation régionale de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali, de la justice, des commerçants, des notables, de l'Association des consommateurs, du SYNACODEM. Elle a également participé à la rencontre mensuelle de la commission régionale du SAP (Système d'Alerte Précoce) qui avait pour

but la validation des rapports mensuels sur l'état de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la région de Tombouctou. L'administration, les services techniques, les ONG et les partenaires au développement ont participé à cette rencontre financée par le SAP Tombouctou et le gouvernorat.

Dans le but de préparer des élections présidentielles apaisées en 2018 dans la région de Tombouctou, la DRPSIAP a participé aussi à la réunion du cadre de concertation. Étaient présents: l'Administration, les services techniques, les ONG, les notables, la presse audiovisuelle et écrite, les forces de sécurité, la protection civile, les collectivités, les partis politiques et la société civile.

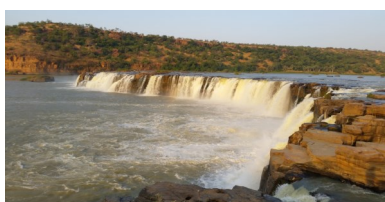
Elle a enfin participé, toujours à Tombouctou, à l'Atelier d'élaboration du Plan d'action de l'Equipe Régionale d'Appui à la Réconciliation qui a regroupé l'Administration, les services techniques, les ONG, la société civile, les partenaires au développement et les mouvements signataires de l'accord pour la paix issu du processus d'Alger.

Au titre des PUBLICATIONS REALISEES, la DRPSIAP a produit le draft de l'Annuaire Statistique 2017 disponible sur support papier et support électronique.

Les Cellules de Planification et de Statistique (CPS)

Les CPS sont chargées de :

- coordonner la préparation des Plans, Programmes et Projets ainsi que l'analyse des Politiques et Stratégies ;



Projet Hydro-électrique de Gouina

Une bonne planification
régionale et locale
exige toujours
l'utilisation des
statistiques fiables et
à jour.



Personnel DRPSIAP du District de Bamako

ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

- suivre et évaluer les Plans, Programmes et Projets de développements sectoriels et veiller à leur cohérence intra-sectorielle et spatiale ;
- élaborer les prévisions et suivre l'environnement et la conjoncture ;
- suivre les dossiers relatifs au financement et à la coopération technique ;
- coordonner, en rapport avec les services chargés des ressources humaines ; le programme de formation en matière de planification et de statistique ;
- coordonner la production d'informations statistiques et la réalisation d'études de base ainsi que la diffusion de leurs résultats ;
- mettre en place et gérer la base de données du Secteur.

1. CPS Secteur Culture et Jeunesse (CPS/SCJ)

Au titre des rencontres, la CPS a participé à l'atelier de formation des points focaux chargés de la production de données statistiques à la salle de réunion du Musée National avec pour objectif le renforcement de leur capacité.

Financée par le budget national, cette rencontre a regroupé les points focaux de la Culture, de la Jeunesse et des Sports.

2. CPS Secteur Mines et Energie (CPS/SME)

Au titre des rencontres, des cadres de la CPS ont participé, dans le cadre du renforcement de capacité, à une formation au Maroc pour une durée de trois semaines, financée par le Fonds de formation.

La CPS a également participé toujours dans le cadre du renforcement de capacité à deux autres formations dont une tenue à Bamako du 25 au 27 juin 2018 et la seconde à Kayes. Cette dernière organisée par le CREED a duré une semaine.

Au titre des Publications réalisées, Elle a produit la Revue Sectorielle des Projets et programmes 2018.

LES OBSERVATOIRES :

1. Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte contre la Pauvreté (ODHD/LCP)

L'ODHD/LCP est un Établissement Public national à caractère Scientifique et Technologique (EPST) créé par l'ordonnance N° 02-047/P-RM du 29 mars 2002.

Organisme personnalisé du Ministère de la Solidarité et de l'Action Humanitaire, l'ODHD est situé

liés à la lutte contre la pauvreté et au Développement Humain Durable ;

- analyser et diffuser les informations et données relatives à la pauvreté ;

- analyser et rendre compte de l'état du Développement Humain au Mali ;

- mettre en place et gérer une base de données sur le Développement Humain.

- produire le Rapport National sur le Développement Humain Durable.

Pour accomplir ses missions, l'ODHD/LCP vise six objectifs opérationnels. Il s'agit de :

- l'appui au suivi-évaluation du Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) et des Objectifs du Développement Durable (ODD) ;

- la promotion et le suivi de l'approche Développement Humain Durable ;

- la réalisation d'études sur la pauvreté et la problématique du Développement Humain Durable ;

- le développement du partenariat et le renforcement des capacités ;

- la communication institutionnelle et le fonctionnement de l'Etablissement.



Observatoire du Développement Humain Durable (ODHD)

à Médinacoura, Rue Marius Moutet, Porte 68, BP 120, Site web: (www.odhd-mali.org) ; Email: (odhd@odhd-mali.org).

Il a pour principale mission :

- entreprendre des études et des recherches dans le domaine de la pauvreté et du Développement Humain Durable (DHD) ;

- approfondir les études et la connaissance sur les dimensions de la pauvreté et les groupes vulnérables ;

- élaborer et mettre en œuvre des programmes d'études et de recherche dans les domaines du Développement Humain (DH) ;

- suivre et analyser les principaux indicateurs

Dans sa méthodologie pour le cas d'études, l'ODHD/LCP met toujours en place dans un premier temps un comité scientifique qui penche sur le choix de la thématique. Il élabore et valide par la suite les termes de référence. Après, l'ODHD/LCP collecte les données nécessaires, élabore et examine techniquement le rapport avant sa validation. Enfin, il soumet à la diffusion des produits d'études.

Pour les Rapports Nationaux sur le Développement Humain, l'ODHD/LCP met l'accent sur six (6) principes de base. Il s'agit de :

- l'appropriation nationale ;
- la préparation participative ;
- l'autonomie d'analyse ;
- la qualité de l'analyse ;
- la présentation flexible et créative ;
- la stratégie de communication et de suivi soutenue.

Une bonne planification
régionale et locale
exige toujours
l'utilisation des
statistiques fiables et
à jour.



DRPSIAP de Ségou : Formation en MERCURALE 2018

ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

2. L'Observatoire du Marché Agricole (OMA)

L'Observatoire du Marché Agricole (OMA) est conçu et mis en place pour être un outil efficace d'information et un instrument d'aide à la décision. Il a été créé par délibération de l'Assemblée consultative de l'APCAM (l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali) lors de sa session extraordinaire du 14 septembre 1998.

L'OMA est né de la restructuration du SIM (Système d'Information des Marchés céréaliers) précédemment logé à l'OPAM (Office des Produits Agricoles du Mali).

Le SIM, il faut le rappeler, a été mis en place en 1989 pour accompagner la libéralisation du marché céréalier. Il a été créé grâce à l'appui des donateurs du Programme de Restructuration du Marché Céréalier, de l'USAID et de l'Agence Canadienne pour le développement International (ACDI).

Les missions de l'Observatoire du Marché Agricole (OMA) : Il a pour mission de collecter, de traiter et de diffuser des informations statistiques, réglementaires et autres sur tous les facteurs qui influencent la formation des prix pratiqués sur le marché agricole. A cet effet, l'Observatoire est chargé de :

- produire et diffuser les informations statistiques auprès des utilisateurs ; Il doit être précisé que l'OMA travaille en partenariat avec toutes les autres structures de collecte de l'information sur le secteur agricole ;
- analyser l'évolution des prix et autres indicateurs permettant d'apprécier la situation du marché agricole à court, moyen et long termes ;
- mener sur sa propre initiative ou à la demande, des activités, des études et recherches sur les facteurs qui influent sur la formation des prix ;
- favoriser les échanges d'informations entre producteurs (exploitants agropastoraux), commerçants, transformateurs et décideurs à l'intérieur et à l'extérieur du pays ;

- assurer en cas de besoin ou de demande, la formation des acteurs sur le fonctionnement des marchés agricoles et la meilleure façon d'intégrer les opportunités, lorsqu'elles existent, dans les prises de décisions d'achat, de vente des produits agricoles. Cette mission comprend des missions de service public et des missions commerciales.

Dans le cadre de ses missions de service public, l'OMA assure :

- la gestion d'une base de données sur le marché agricole ;
- la production et la diffusion de notes de conjoncture ;
- la production et la diffusion des rapports mensuels intitulés " LE REFLET" ;
- la production et la diffusion tant au niveau central qu'au niveau des Unités Locales de Collecte et de Diffusion (ULCD) de l'information sur les marchés agricoles sous forme de communiqué radio ;
- la réalisation, en relation avec les professionnels des radios ou de la télévision, des émissions en direction des acteurs des différentes filières agricoles ;
- la provision des données et d'informations aux unités gouvernementales maliennes chargées de l'analyse et de l'élaboration des politiques de sécurité alimentaire.

Les missions commerciales de l'OMA s'articulent autour de plusieurs activités, en collaboration avec les responsables des structures sectorielles étatiques, le secteur privé, la société civile et les PTF.

3. Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE) :

La Mission de l'ANPE est de contribuer à la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Emploi du Mali. A cet effet, elle est chargée de :

- procéder à la collecte, à

la centralisation, à l'analyse et à la diffusion des données relatives au marché de l'emploi ;

- procéder à la prospection, à la collecte des offres d'emplois auprès des employeurs et à la mise en relation de l'offre et de la demande d'emplois ;
- assurer l'accueil, l'information et l'orientation des demandeurs d'emplois ;
- Promouvoir l'auto-emploi à travers l'information et l'orientation des futurs entrepreneurs ;
- réaliser toutes les activités en relation avec ses missions qui lui seraient confiées par l'Etat, les collectivités territoriales ou les établissements publics ;
- réaliser toutes les études sur l'emploi et la formation professionnelle ;
- concourir à la mise en œuvre des activités de formation professionnelle, de perfectionnement, de reconversion et d'insertion ;
- concevoir et mettre en œuvre des mécanismes et des actions destinés à assurer la promotion de l'emploi, notamment de l'emploi féminin.



Deuxième trimestre 2018 :

Au titre des PUBLICATIONS RÉALISÉES : dans le domaine de l'emploi, l'ANPE a publié en Mai 2018 le Bulletin Trimestriel sur le marché du travail.

Au titre des MISSIONS / APPUIS TECHNIQUES : L'ANPE, en partenariat avec le BIT, a apporté son appui pendant deux (2) semaines à l'Académie sur l'emploi des jeunes dont l'objectif est la Formation sur la politique de l'emploi des jeunes.

Une bonne planification
régionale et locale
exige toujours
l'utilisation des
statistiques fiables et
à jour.



Observatoire du Marché
Agricole

LES UTILISATEURS ET NOUS

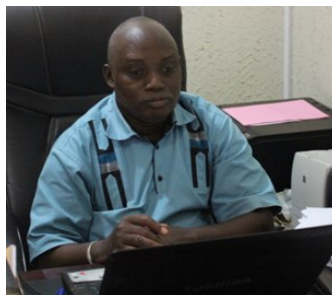
La rubrique « Les utilisateurs et nous » s'est intéressée au cours de ce trimestre à la perception de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM) sur la production statistique nationale.

Dans un entretien qu'il nous a accordé, M. Abdoulaye Keïta s'est beaucoup appesanti sur l'intérêt que sa structure attache aux statistiques.

Les données statistiques les plus exploitées par l'APCAM sont celles démographiques et sociales (population, recensements, revenus et dépenses des ménages, conditions de vie des ménages) ; les statistiques économiques (les comptes nationaux, les données de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, et les prix) ; les statistiques sur l'environnement et les ressources naturelles.

Les informations statistiques utilisées par l'APCAM proviennent de ses démembrements au niveau local, des autorités

statistiques telles que l'Institut National de la Statistique (INSTAT), les Cellules de Planification et de Statistiques (CPS), mais aussi des organisations internationales telles que l'UEMOA, la Banque mondiale, la FAO.



M. Abdoulaye Keïta, chef du Département Information, Structuration, Promotion et Modernisation de l'Agriculture

La confiance de l'APCAM à l'endroit de l'INSTAT l'a amenée à tisser un partenariat avec la structure centrale du Système Statistique National (SSN) afin que celle-ci établisse une base de données permettant l'enregistrement des Exploitations Agricoles

Familiales (EAF) et des Entreprises Agricoles (EA) du Mali (voir Editorial du bulletin).

Selon M. Abdoulaye Keïta, l'APCAM apprécie beaucoup les données produites par l'INSTAT et souhaiterait avoir des informations sur les PME/PMI, l'état d'évolution du secteur environnemental, notamment le niveau de dégradation des bassins d'eau, l'impact des déchets non biodégradables et des pesticides.

Le défi pour les autorités statistiques est de répondre à ces besoins qui ne sont pas suffisamment couverts. Il note, par ailleurs, que les données disponibles sont très crédibles et faciles d'accès. Cependant, notre interlocuteur suggère d'accompagner les productions de données par des analyses soutenues. Sa structure se sert de ces données pour étayer des arguments et faire des études comparatives.



Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali

Le développement durable nécessite des statistiques sectorielles et locales appropriées.

Avenue du Mali, ACI 2000, IMM. MEFB
BP 12, Bamako, Mali

Téléphone : (+223) 20 22 24 55/20 22 48 73
Fax : (+223) 20 22 71 45
E-mail : cnpe.mali@afribone.net.ml

Améliorer les résultats du développement est notre passion



Directeur de publication
Issa BOUARE

Rédacteur en Chef
Mahamadou BAGAYOKO

Comité de rédaction
Moussa TRAORE
Soumaïla DICKO
Ténin SAMAKE
Seydou COULIBALY

Distribution
Boubacar DEMBELE



Retrouvez-nous sur notre site:
www.instat-mali.org